

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 COLOMIERS CEDEX

Colomiers, le 30/04/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETMI

11 chemin de Perpignan
31000 Toulouse

Références : 2024-197

Code AIOT : 0006802412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement SETMI implanté 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse.

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 qui vise à vérifier la conformité des installations d'incinération et de co-incinération vis-à-vis des MTD issues du BREF incinération.

Les prescriptions contrôlées sont celles introduites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 applicables depuis le 3 décembre 2023.

Le site est actuellement en travaux afin de se mettre en conformité vis-à-vis de ces nouvelles dispositions réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETMI
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La SETMI exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société VEOLIA), et pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération

de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours présentant une capacité totale d'incinération autorisée de 330000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers.

La chaleur produite par l'incinération des déchets, valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, d'alimenter en vapeur directement la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU de Rangueil et de produire de l'électricité, réutilisée directement dans l'usine ou revendue à Enedis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2024 "Incinérateurs et mise en conformité vis-à-vis de la directive IED :
- valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales de fonctionnement (périodes NOC)
- valeurs limites d'émission dans l'eau en conditions normales de fonctionnement (périodes NOC)
- liste des "périodes autres que normales " (périodes OTNOC) et plan de gestion de ces OTNOC
- mise en place de la mesure en continu du mercure
- mise en place de la mesure des dioxines et furanes bromées ainsi que des PCB-dl

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté

préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Demande d'action corrective	6 Mois
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande d'action corrective	3 Mois
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande d'action corrective	6 Mois
7	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
8	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
9	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 qui vise à vérifier la conformité des installations d'incinération et de co-incinération vis-à-vis des MTD issues du BREF incinération.

Les prescriptions contrôlées sont celles introduites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 applicables depuis le 3 décembre 2023.

Le site est actuellement en travaux afin de se mettre en conformité vis-à-vis de ces nouvelles dispositions réglementaires.

Les travaux, gérés directement par le syndicat mixte DECOSET, propriétaire de l'usine, ont débuté fin août 2023 et vont s'étaler jusqu'en octobre 2024 (arrêts successifs des différentes lignes les unes après les autres). La durée nécessaire à la réalisation de l'ensemble des travaux n'a donc pas permis de respecter le délai de mise en conformité de décembre 2023, aujourd'hui dépassé.

Au jour de la visite, seules 2 lignes d'incinération étaient en fonctionnement, les 2 autres étant à l'arrêt du fait des travaux.


Il ressort donc de cette visite 3 faits non conformes pour lesquels une mise en demeure est proposée. Il s'agit de points en lien avec les travaux en cours :

- absence de mesure en continu du mercure dans les fumées,
- non-respect de certaines valeurs limites d'émission (VLE) des rejets atmosphériques (SO₂ et NO_x)
- non-respect de la VLE du COT dans les rejets aqueux.

Les autres prescriptions contrôlées, non liées directement aux travaux, sont conformes aux nouvelles dispositions applicables (surveillance des dioxines bromées et des PCB de type dioxine, plan de gestion des OTNOC). Toutefois, certaines de ces dispositions ne pourront être totalement effectives qu'à l'issue des travaux sur l'ensemble des lignes d'incinération.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Situation administrative de l'installation
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ; 2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie : - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
Constats : La SETMI (Société d'Exploitation Thermique du Mirail) exploite, dans le cadre d'une délégation de service public pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux. Elle incinère les déchets ménagers et assure également l'incinération de déchets d'activités économiques ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). La capacité horaire totale de l'installation est de 44t/h(10 t/h pour 3 des 4 fours et 14t/h pour le four n° 4). A ce titre, l'installation relève bien de la directive IED au titre de la rubrique 3520-1 de la nomenclature des installations classées et donc des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Surveillance des effluents gazeux : <u>Mercury</u> - Fréquence de surveillance: En continu (5) (6). Notas: (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.
Constats : La surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux nécessite la mise en place de nouveaux analyseurs de fumées sur chacune des lignes de combustion. L'exploitant confirme que ces nouveaux analyseurs ont bien été commandés mais que ces derniers ne seront installés qu'au fur et à mesure de la mise en conformité de chacune des lignes (du fait, notamment, que les analyseurs ne sont pas adaptés à la température actuelle des fumées, température à l'émission qui sera modifiée à l'issue des travaux). Au jour de la visite, les lignes 1 et 2 sont à l'arrêt et les lignes 3 et 4 fonctionnent sans mesure en continu du mercure. Le planning des travaux prévoit un redémarrage de la ligne 2 fin avril 2024 et début juin 2024 pour la ligne 1. Les lignes 3 et 4 devraient être arrêtées respectivement les 20 mai et 24 juin 2024. En considérant ces périodes de mise à l'arrêt, l'exploitant prévoit donc une mise en conformité pour fin juin 2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 Mois


N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Surveillance des effluents gazeux : <u>PBDD/PBDF (7)</u> - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. <u>PCB de type dioxines</u> - Fréquence de surveillance : - Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); - Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3. (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.
Constats : L'installation étant une usine d'incinération d'ordures ménagères, il n'est pas possible de démontrer l'absence de déchets bromés dans les apports. La surveillance des dioxines bromées (PBDD/PBDF) est donc obligatoire. Une surveillance de ces composés, ainsi que des PCB de type dioxines (PCB-dl), a été mise en place depuis le mois de mai 2023. Des analyses mensuelles complémentaires sont effectuées sur ces paramètres (dioxines bromées et PCB de type dioxines) à partir des cartouches de surveillance en semi-continu des dioxines chlorées. Les résultats de l'année 2023 ont été présentés. Ils n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection si ce n'est que les concentrations et flux émis en PCB-dl des émissions issues du four 4 semblent significativement plus élevées. L'exploitant précise à cet égard que le syndicat mixte DECOSET prévoit des travaux sur la ligne 4, fin 2024/début 2025, visant à améliorer les conditions de combustion de cette ligne qui pose régulièrement problème. Ces travaux ne seront toutefois probablement pas réalisés en même temps que les travaux de mise en conformité de la ligne, mais plutôt après.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats : L'exploitant confirme que la surveillance des émissions des polluants surveillés en continu continue à être réalisée en conditions OTNOC. Si le dysfonctionnement conduisant à la situation OTNOC provient d'un des analyseurs, l'analyse continue à être réalisée avec l'analyseur redondant qui équipe chacune des lignes. Pour les phases de démarrage et d'arrêt, l'inspection rappelle qu'une mesure des émissions durant ces phases (planifiées) sans combustion de déchets est à prévoir et à renouveler tous les 3 ans. Ces mesures doivent porter sur les paramètres mesurés en continu ainsi que les métaux et les PCDD/PCDF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit profiter des prochains arrêts programmés pour planifier la réalisation de mesures à l'émission des paramètres suivis en continu, des métaux et des dioxines bromées durant une phase de démarrage ou d'arrêt sans combustion de déchets.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois


N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de la visite, l'exploitant a adressé un document recensant l'ensemble des situations et des défaillances pouvant conduire à des conditions de fonctionnement autres que normales (OTNOC). Ce recensement a été effectué sur la base de l'annexe 2c du guide CEWEP/ESWET/FEAD/EUROHEAT&POWER pris comme référence dans le guide d'application de l'AM du 12/01/2021 établi par la FNADE-SNIDE-SVDU (version 4 de février 2022). Pour chacune de ces situations, l'exploitant a identifié les causes et les conséquences et a défini un plan de gestion de la OTNOC concernée (maintenance préventive, contrôles, suivis spécifiques, etc.), les moyens de détection et le lien éventuel avec les travaux en cours.</p> <p>Au total, l'exploitant a défini 14 OTNOC correspondant à des signaux dont le dépassement de certains seuils définissent les périodes OTNOC (indépendamment d'éventuels dépassements de VLE).</p> <p>L'ensemble de ces paramètres seront suivis par la supervision et alimenteront automatiquement le compteur OTNOC. L'exploitant précise qu'une fiche de suivi sera également complétée manuellement afin de contextualiser le déclenchement de ces périodes OTNOC.</p> <p>Bien que le plan de gestion des OTNOC ait été établi, le suivi et l'alimentation du compteur ne sont pas encore opérationnels car cela nécessite la mise en service de la nouvelle supervision. L'exploitant prévoit leur mise en œuvre au redémarrage de ligne 2 (mi-mai 2024).</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois


N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : La mise en œuvre de la gestion des OTNOC n'étant pas encore opérationnelle, ce point n'a pas été spécifiquement abordé. L'exploitant précise toutefois qu'il est prévu une revue de la gestion des OTNOC qui tiendra compte du retour d'expérience des OTNOC recensées dans l'objectif d'identifier les possibilités d'amélioration (procédure de maintenance préventive, modification d'équipement ou de la surveillance...) pour réduire le nombre, la durée ou l'impact sur les émissions de ces OTNOC.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les prochains rapports annuels devront comprendre un paragraphe spécifique relatif aux résultats de la revue périodique du plan de gestion des OTNOC.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois


N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : Les derniers résultats de l'autosurveillance ont été examinés en préparation de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- tableaux de suivi mensuel des émissions atmosphériques mesurées en continu des mois de décembre 2023, janvier 2024 et février 2024 (moyennes journalières des paramètres HCl, SO₂, NO_x, poussières, COT, NH₃).- résultats des mesures en semi-continu des dioxines/furanes chlorés. L'inspection observe que les nouvelles VLE (en période NOC) de l'AM du 12/01/2021 n'ont pas été prises en compte dans les tableaux de suivi. Toutefois, malgré le retard pris dans la réalisation des travaux de mise en conformité, il ressort que les teneurs en poussières, HCl, NH ₃ et dioxines/furanes respectent d'ores et déjà les nouvelles VLE fixées par l'AM du 12/01/2021 (à l'exception d'un dépassement ponctuel de la cartouche de mesure des dioxines/furanes de la ligne 4 du mois de décembre 2023). Les rejets atmosphériques dépassent par contre les VLE fixées par l'AM du 12/01/2021 pour les paramètres SO ₂ sur toutes les lignes et NO _x , essentiellement sur la ligne 4 (aucun dépassement sur la ligne 3). L'inspection demande, par ailleurs, à l'exploitant de lui communiquer la date prévue pour les prochaines analyses semestrielles, le contrôle inopiné mandaté par la DREAL étant prévu sur le second semestre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection observe que les nouvelles VLE (en période NOC) de l'AM du 12/01/2021 n'ont pas été prises en compte dans les tableaux de suivi. Les tableaux de suivi doivent être modifiés en ce sens. Ainsi, les tableaux devront faire apparaître les VLE NOC de l'AM du 12/01/2021 ainsi que les VLE de l'AM du 20/09/2022, et une note explicative précisant notamment comment les différents compteurs sont incrémentés jointe au rapport mensuel.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 8 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux montrent que les nouvelles VLE fixées par l'arrêté ministériel du 12/01/2021 sont respectées à l'exception de l'azote ammoniacal (NH4-N) et récemment du COT. Comme pour les rejets atmosphériques, l'inspection observe que les nouvelles VLE (en période NOC) de l'AM du 12/01/2021 n'ont pas été prises en compte dans les tableaux de suivi. Toutefois, les paramètres nouvellement surveillés (dioxines) sont d'ores et déjà intégrés dans la surveillance mensuelle des rejets. L'inspection confirme que le cadre de surveillance GIDAF sera très prochainement mis à jour. Indépendamment de cela, l'exploitant indique observer depuis fin février 2024 des rejets d'aspect jaunâtre avec des dépassements constants de la VLE du COT. Il indique avoir procédé à une recherche des causes possibles à partir des informations notées dans le cahier de quart sans toutefois être parvenu à identifier une cause particulière (pas de problème de sonde, ni de pH ou d'injection de lait de chaux). Afin d'approfondir les recherches, l'exploitant a mis en place 12 points de prélèvements en différents endroits pour identifier l'origine de ce phénomène (8 mesures réalisées pour le moment sur ces 12 points de prélèvements sur les paramètres HCt, COT, MES et pH). L'exploitant soupçonne un lien avec les travaux en cours sur le site. Parmi les pistes explorées, il examine un potentiel lien avec : <ul style="list-style-type: none">- le changement de réactif (utilisation de bicarbonate au lieu de chaux),- une alimentation moins importante de la station de traitement du fait des 2 lignes à l'arrêt,- la présence de véhicules sur la plateformes mâchefers (présentant de possibles fuites de carburant).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant tiendra informé l'inspection de l'évolution de ses recherches et un point de situation lui sera transmis dans un délai de 3 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 9 : Détection de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Suites données à la précédente inspection - Détection de la radioactivité
Prescription contrôlée : L'exploitant définit une procédure qui fixe la conduite à tenir en cas de déclenchement du seuil de détection fixé, en conformité avec le guide de procédure de déclenchement de portique de radioactivité sur les centres de traitement par incinération, annexé à la circulaire du 30 juillet 2003. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 10/11/2023, il avait été constaté qu'un registre, recensant les déclenchements des portiques de détection de radioactivité et les suites données, avait été mis en place. Toutefois, celui-ci ne précisait pas la valeur enregistrée par les portiques, contrairement à ce que prévoit la circulaire du 30 juillet 2003. L'exploitant avait alors informé l'inspection que l'imprimante reliée au portique de détection était en panne et qu'il n'avait, de ce fait, pas la possibilité d'enregistrer cette information. Dans son courrier de réponse du 21/02/2024, l'exploitant a fourni un devis pour remplacer l'imprimante défectueuse et indiquait que celle-ci serait mise en service début avril. Au jour de la visite, l'imprimante était encore en attente de réception. Le bon de commande correspondant a été présenté. De nouveaux déclenchements de portique ont eu lieu depuis la visite du 10/11/2023. Les déchets ont été isolés dans le local de décroissance. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a confirmé qu'il restait de la place dans le local dans la mesure où certains déchets avaient pu être évacués en fosse après contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif attestant de l'installation de la nouvelle imprimante ainsi que le tableau de suivi des déclenchements de portique actualisé.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois